Études internationales

Struggling for Effectiveness. CIDA and Canadian Foreign Aid,
Stephen BROWN (dir.), 2012, Montréal & Kingston,
McGill-Queen's University Press, 369 p.

Arsène Brice Bado

Volume 44, numéro 4, décembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024662ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024662ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bado, A. B. (2013). Compte rendu de [*Struggling for Effectiveness. CIDA and Canadian Foreign Aid*, Stephen BROWN (dir.), 2012, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 369 p.] *Études internationales*, 44(4), 654–656.
<https://doi.org/10.7202/1024662ar>

pour la Corée du Sud en matière de participation aux opérations de paix, bien que de nombreuses oppositions internes menacent de freiner une telle évolution.

Souvent mise en exergue, l'asymétrie sur le plan des conceptions et des capacités des deux alliés peut constituer un obstacle empêchant toute avancée en ce qui concerne leur future coopération. Mais la majorité des auteurs reste optimiste quant aux perspectives de mutation de l'alliance. La nécessité de faire face à un environnement changeant invite à insérer cette relation stratégique dans un contexte plus global, où une collaboration fondée sur des intérêts communs permettrait de s'atteler à de nouveaux défis de sécurité. Mais la réussite de cette entreprise dépend principalement de la qualité du dialogue politique entre les acteurs. L'ouvrage constitue à cet égard un vibrant appel à fonder une alliance qui ne soit plus uniquement militaire, mais aussi politique, où les intérêts communs prendraient le pas sur une menace unique et où les coûts seraient équitablement partagés.

Cohérent et rigoureux, l'ouvrage dirigé par Scott Snyder apporte un éclairage très intéressant sur les évolutions de la Corée du Sud en tant que puissance émergente, appuyé par de nombreux faits et démonstrations quant aux préoccupations stratégiques de cet acteur. L'approche comparative, souvent utilisée dans les différentes contributions, a le mérite de mettre en évidence les divergences et points de concordance entre les alliés, et ainsi de dégager les pistes potentielles de collaboration future. Mais, en cherchant à tout prix à identifier

des solutions, l'ouvrage en devient parfois normatif dans son propos, le style rappelant parfois ceux des rapports de laboratoires d'idées où les conclusions constituent souvent des pistes d'agendas politiques. Il n'en demeure pas moins un ouvrage synthétique remarquable sur la situation sécuritaire sud-coréenne, champ où les publications sont encore assez rares.

Géraldine FRÉBUTTE

Chaire InBev Baillet-Latour

Université catholique de Louvain, Belgique

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Struggling for Effectiveness. CIDA and Canadian Foreign Aid

Stephen BROWN (dir.), 2012,
Montréal & Kingston, McGill-
Queen's University Press, 369 p.

Cet ouvrage collectif offre une évaluation critique et pluridisciplinaire de l'aide étrangère canadienne, un instrument de la politique étrangère et des relations internationales du Canada. L'étude couvre la période de 2000 à 2011 et fait suite à l'ouvrage de Cranford Pratt (dir.), *Canadian International Development Assistance Policies : An Appraisal* (1994), et à celui de David Morrison, *Aid and Ebb Tide : A History of CIDA and Canadian Development Assistance* (1998). Comme les deux précédents, cet ouvrage dresse un excellent tableau de l'aide étrangère canadienne et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Il en ressort que depuis 2000 l'aide au développement connaît de profondes mutations

au Canada et dans plusieurs autres pays donateurs. En effet, après une décennie de déclin, l'aide a connu une augmentation significative, de nouveaux pays donateurs, tels que le Brésil, la Chine et l'Inde, devenant des acteurs importants de l'aide internationale au développement (p. 3).

Cependant, les mutations dans la politique de l'aide canadienne sont moins tributaires des changements intervenus au niveau international que de ceux survenus au niveau national, notamment un changement de gouvernement. Si les premiers ministres libéraux Jean Chrétien et Paul Martin avaient amorcé une politique volontariste de l'aide canadienne au développement et notamment en direction de l'Afrique, le continent qui avait le plus besoin de l'assistance internationale, l'aide étrangère canadienne a subi une réévaluation majeure avec le gouvernement conservateur actuel du premier ministre Stephen Harper (p. 4). Avec Harper, les priorités de l'aide canadienne se sont déplacées géographiquement de l'Afrique vers l'Amérique latine et vers l'Afghanistan pour des raisons d'intérêts économiques et sécuritaires. Harper a clairement orienté l'aide étrangère non plus vers la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, mais plutôt pour servir les intérêts canadiens. L'aide canadienne privilégie désormais les pays avec lesquels le Canada entretient des liens économiques importants, en particulier ceux dans lesquels les compagnies minières canadiennes investissent (p. 217). Mais cette approche n'est pas une exception canadienne. Car la plupart des pays donateurs combinent subtilement altruisme et intérêts égoïstes.

Ainsi, en l'espace de deux décennies, l'aide étrangère canadienne a connu plusieurs changements qui, selon plusieurs auteurs de cet ouvrage, ne sont guère le signe d'un dynamisme, mais plutôt l'expression d'une désorganisation tant au niveau de l'ACDI qu'au niveau des politiques de l'aide étrangère en général. En effet, s'il y a un argument principal qui unifie les douze chapitres de cet ouvrage par delà son éclatement, c'est que l'aide étrangère canadienne n'a pas reposé sur une vision claire dans les dernières années, au point que c'est un pari risqué de parler d'« une politique canadienne à l'aide étrangère ». Cette absence de vision a conduit à la dispersion de l'aide (p. 90), à l'improvisation et à la désorganisation au sein de l'ACDI (p. 84) ainsi qu'à l'incohérence des politiques, ce qui a eu finalement pour conséquence de réduire l'efficacité de l'aide canadienne (p. 327).

C'est donc sans surprise que le Canada a connu un déclin durant la dernière décennie quant à son positionnement au sein des pays pourvoyeurs d'aide internationale au développement, passant de sa position de donateur majeur à celui de donateur moyen. Selon le classement 2009-2010 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada occupait le quatorzième rang sur les vingt-trois principaux pays fournisseurs de l'aide internationale au développement. Quant à la qualité de l'aide fournie, en 2010 la Banque mondiale classait le Canada au 21^e rang sur 28 pays, ce qui est loin d'être satisfaisant (p. 328). Ainsi, même si les auteurs ne l'avouent guère, il ne fait pas l'ombre d'un doute que cette évaluation de l'ACDI et de l'aide

étrangère canadienne est, en fait, une évaluation de la politique étrangère canadienne et de la position du Canada dans le monde. Les auteurs laissent entendre qu'une meilleure politique de l'aide étrangère permettrait au Canada de reconquérir son prestige d'antan parmi les donateurs majeurs sur la scène internationale.

Si l'objectif affiché dans l'introduction de l'ouvrage était d'identifier les faiblesses des politiques de l'aide étrangère canadienne afin de proposer des solutions pour y remédier (p. 11), on peut affirmer que le contrat n'a été que partiellement rempli. Car, si les auteurs ont excellé dans la critique de l'aide étrangère canadienne et de l'ACDI, il reste que leur capacité de propositions n'est pas à la hauteur des attentes soulevées par leurs critiques. Cela fait de cet ouvrage plus une sorte de réquisitoire contre l'incohérence et l'inefficacité de l'ACDI et des politiques canadiennes de l'aide qu'une « pro-lecture » qui aurait permis de se projeter dans l'avenir en tirant parti des erreurs du passé. Une autre raison de non-satisfaction est que l'aide canadienne est comparée avec celle du Royaume-Uni, de l'Irlande et des Pays-Bas. On s'attendrait davantage plutôt à une comparaison avec les États-Unis, puissant voisin sur lequel le Canada a souvent tendance à aligner sa politique étrangère.

Sur le plan méthodologique, l'ouvrage combine à la fois des approches qualitatives et quantitatives faisant appel à plusieurs méthodes d'analyse. Bien que cette diversité soit plutôt heureuse, les douze chapitres de l'ouvrage donnent parfois l'impression d'une dispersion, sinon d'un contenu

assez éclaté, sort habituel de l'ouvrage collectif.

En somme, l'ouvrage fait le point sur l'aide canadienne et fait émerger des questions quant à la définition d'une « grande stratégie » de la politique canadienne de l'aide internationale. Une invitation à un débat... fructueux, espérons-le.

Arsène Brice BADO
Université Laval, Québec

Turquie.

Le déploiement stratégique

Firouzeh NAHAVANDI (dir.), 2012, Bruxelles, Éditions Bruylant, 285 p.

La Turquie est depuis longtemps le sujet de nombreuses analyses en géographie politique. La politique étrangère d'un pays non seulement reflète sa position géographique en tant que réalité objective, mais également son histoire et sa culture, qui sont façonnées dans une certaine mesure par cette réalité. Alors que l'attention en matière de politique étrangère a traditionnellement porté sur les liens de la Turquie avec l'Europe ou sur son rôle au sein de l'OTAN, l'effondrement de l'Union soviétique force les autorités turques à s'interroger sur la place de la Turquie dans son environnement régional et sur ses intérêts au-delà de ses relations avec l'Occident.

Ce livre a pour ambition d'apporter une réflexion sur l'élaboration et l'impact de la nouvelle politique étrangère de la Turquie. Comportant dix chapitres, l'ouvrage est le fruit d'un colloque tenu à l'Université libre de Bruxelles sur la Turquie dans son environnement régional. Il est organisé